

les et monétaires ainsi que les avantages découlant d'une stratégie industrielle.

L'argument invoqué par le gouvernement dans son discours du trône ainsi que l'argument de l'opposition officielle est que d'une façon ou d'une autre nous devons effectuer des réductions budgétaires et entrer dans une phase de restrictions pour retrouver la prospérité. C'est là un raisonnement pernicieux sur le plan économique et également la pire politique sociale que l'on puisse préconiser pour notre pays.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Cela ne marchera pas. Dans les circonstances actuelles, nous soutenons qu'au lieu de procéder aux réductions budgétaires et aux licenciements par lesquels se traduira ce programme d'austérité qui réduira au chômage 100,000 Canadiens de plus par l'abolition brutale et aveugle de programmes qui profitent à tous leurs compatriotes, c'est plutôt de mesures de stimulation dont notre économie a besoin. Nous avons déclaré que les impôts des petits contribuables devraient être réduits. Ces réductions devraient être plus marquées pour les catégories sociales à faible revenu que pour les riches afin de créer un effet de stimulation. Nous avons déclaré que la taxe de vente fédérale devrait être réduite d'un tiers afin de stimuler le secteur de la fabrication. Nous avons également déclaré que le secteur public devrait procéder à davantage d'investissements et que l'on devrait consacrer des capitaux à la réalisation de projets générateurs d'énergie dont notre pays a besoin, ainsi que dans le secteur de la construction domiciliaire pour les gens qui ont besoin de maisons, dans la réalisation d'installations de transports rapides et de grands programmes nationaux. Je ne reviendrai pas sur les détails de l'ensemble de mesures que nous avons proposées aux Canadiens à cette fin. Ce processus assurerait à l'économie un stimulant réel.

Je le dis au premier ministre, l'année prochaine le coefficient de la dette s'élèvera à environ à 1.5 milliard de dollars. Mais s'il examine le niveau de l'épargne privée dans notre pays, il constatera qu'elle est la plus élevée depuis la seconde guerre mondiale. En économie keynésienne c'est une leçon élémentaire qui devrait nous amener à conclure que si le secteur privé et les particuliers peuvent réaliser des économies élevées, et que le monde des affaires ne prend pas d'expansion, c'est qu'il n'y a pas de demande, et le gouvernement devrait alors intervenir. Si le premier ministre examine l'exemple du Japon, et celui plus récent de l'Allemagne depuis quelques années, le niveau de la dette a excédé pendant longtemps le nôtre car ces pays tiennent à stimuler l'économie dans la mesure où elle en a besoin, de manière à produire des emplois et à lui assurer de l'expansion.

En ce qui concerne notre proposition qui est de créer des emplois pour les Canadiens qui en veulent et de fournir une croissance réelle à l'économie pour la prochaine décennie, il faudrait commencer immédiatement en accordant des réductions fiscales au titre de l'investissement, qu'il s'agisse des particuliers, des fabricants ou du secteur public. Eh oui, la dette augmentera peut-être de 1.5 milliard de dollars l'année prochaine mais, d'après nos calculs, si l'on atteint le niveau d'investissement que j'ai préconisé en dehors de la Chambre, on pourrait créer ces deux prochaines années 400,000 emplois

L'Adresse—M. Broadbent

et pour les trois prochaines années la dette nationale se trouverait ainsi réduite de 6 à 7 milliards de dollars. C'est ce que pourrait réaliser une politique économique sérieuse.

Monsieur l'Orateur puis-je dire qu'il est 6 heures?

M. l'Orateur: Comme il est 6 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 8 heures ce soir.

(La séance est suspendue à 6 heures.)

● (2002)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, le discours du trône doit être examiné et interprété en fonction des problèmes auxquels les Canadiens font face actuellement. Quels sont ces problèmes? Nous avons un million de chômeurs. Notre secteur industriel ne produit qu'à 85 p. 100 de son rendement, ce qui signifie que les hommes d'affaires se refusent à toute expansion. Les hommes d'affaires ne sont pas insensés et ne réduiront pas encore leur production d'un autre 15 p. 100. Nous avons également déjà perdu, ce qui est important et critique pour un pays industriel, environ 15,000 emplois dans le secteur de la fabrication l'an dernier.

Quelle a été la réaction du gouvernement? Le premier ministre ne tient nul compte des engagements et promesses qu'il a pris envers les Canadiens, néanmoins depuis le 1^{er} août il tente de donner suite à celles de Joe Clark, chef de l'opposition officielle. Cette façon d'administrer une économie complexe se résume en une politique qui n'est rien d'autre qu'un slogan: couper, réduire, et restreindre. A en croire le gouvernement actuel, nous pourrions, à force de restrictions, retrouver la prospérité en 1978. C'est une politique ridicule en principe et désastreuse, dans les faits.

On se souviendra que, lorsque les problèmes économiques se sont mis à surgir durant la grande crise économique, le premier ministre de l'époque a appliqué la même politique. Cela n'a pas marché avec R. B. Bennett dans les années 30 et cela ne marchera pas avec Pierre Elliott Trudeau dans les années 70. Nul besoin de nous reporter aux années 30 parce que, malheureusement, nous avons actuellement sous les yeux un très bon exemple de ce qui arrive lorsqu'un gouvernement applique une politique de coupures et de restrictions généralisées.

Il n'y a pas longtemps, la province du Manitoba a élu un gouvernement conservateur qui avait principalement prôné une telle politique et qui l'applique maintenant. Selon les statistiques relatives au chômage qui ont été publiées au début de la semaine, le Manitoba, à cause de cette fièvre des coupures que les libéraux ont maintenant attrapée et que le chef de l'opposition pêche à qui veut l'entendre, a vu en un an son taux de chômage augmenter de 35 p. 100. La hausse du chômage au Manitoba depuis un an a été de quatre fois supérieure à la moyenne canadienne. Voilà ce qui arrive lorsqu'on se contente comme politique économique de pratiquer des restrictions.